

# Pas de dégel en vue du côté de la concertation sociale

## LE RÉSUMÉ

Le gouvernement Michel a rencontré patrons et syndicats, afin de voir s'il était possible de **débloquer la concertation** devant conduire à la conclusion de l'AIP 2019-2020.

Pour l'heure, les positions des patrons et des syndicats restent **difficilement conciliables**.

**BENOÎT MATHIEU**

Ce n'était certes qu'un premier tour de chauffe, mais on ne peut pas vraiment dire qu'il se soit montré diablement concluant. Ce mardi, un trio de choc du gouvernement (démissionnaire) Michel a lancé l'opération de sauvetage des négociations sociales censées mener à l'adoption d'un accord interprofessionnel (AIP). Le Premier Charles Michel, le ministre de l'Emploi Kris Peeters (CD&V) et la ministre des Affaires sociales Maggie

De Block (Open Vld) ont accueilli les syndicats durant la matinée, suivis du patronat dans l'après-midi.

Un tour de chauffe, on vous disait. Mené par un exécutif minoritaire, tenu de voir s'il n'y a pas moyen de relancer les négociations entre patrons et syndicats, qui disposent jusqu'à la

fin février pour forger l'AIP 2019-2020 – après quoi, le dossier reviendra pour de bon sur la table du gouvernement, qui sera forcé de composer avec les humeurs du Parlement.

Le hic, c'est que les positions des uns et des autres semblent plus que jamais inconciliables. Du côté patronal, on affirme avoir du mal à comprendre l'attitude des syndicats, qui ont claqué la porte il y a deux semaines. «Alors que l'on n'a même pas été au fond des choses sur une série de sujets», déplore Pieter Timmermans, administrateur délégué de la FEB. Comme la revalorisation du salaire minimum, pour laquelle nous attendons encore des propositions concrètes. Parce que l'AIP ne se limite pas au seul chiffre de la norme salariale. Il y est aussi ques-

tion de solidarité envers les plus démunis, via l'enveloppe bien-être. On peut aussi y discuter de mobilité. Notre message n'a guère évolué en deux semaines: nous attendons un signal de la part des syndicats. La table est toujours là: nous sommes ouverts à la négociation.» Simplement, il faut que ceux qui ont quitté la pièce daignent y revenir, en substance.

## «Grève historique»

Ce qui n'est pas gagné. Parce que les syndicats ne décolèrent pas. C'est évidemment la marge salariale maximale, calculée par le Conseil central de l'économie, qui a mis le feu aux poudres: 0,8%, en sus de l'indexation automatique, ce n'est pas suffisant,

font valoir les représentants des travailleurs. Qui estiment que la négociation est faussée, si pas impossible, depuis que le gouvernement Michel a revu la loi de 1996 portant sur la compétitivité, justement, et la maîtrise de la progression salariale.

La principale revendication des syndicats ne vous surprendra donc pas: ils veulent ôter ce corset et re-

voir... la révision de la loi de 1996, derrière laquelle se retranche le patronat pour refuser d'envisager toute hausse supérieure à 0,8% – on ne va quand même pas contrevenir à cette loi presque flambant neuve. Côté politique, il y a toutefois fort à parier que cela coince, en cette période marquant affaires courantes et campagne électorale. Et l'on voit mal l'ancienne majorité suédoise se mettre d'accord afin de détricoter ce qu'elle considère comme un belle avancée en termes d'outil de contrôle de la compétitivité belge.

Cela dit, la norme salariale n'est pas le seul motif de la grogne des syndicats, qui accusent le banc patronal d'être venu avec des exigences imbuables relatives à la flexibilisation du travail – il serait ainsi question d'heures supplémentaires et de travail de nuit. Pour l'heure, la posture syndicale est donc la suivante: voir quel rapport de force se dessinera au lendemain de la grève nationale programmée mercredi prochain – et qui s'annonce «historique», veut-on croire à la FGTB.

«Les insultes que la FEB a lancées à la face des travailleurs ne vont certainement pas faire baisser la mobilisation.»

ROBERT VERTENUËL  
PRÉSIDENT DE LA FGTB